

Zuhanden der Materialien soll auch klar festgehalten sein, dass keinerlei Zahlungspflicht für den Staat besteht. Die Zahlungspflicht, und zwar die volle Lohnzahlungspflicht, betrifft natürlich den Arbeitgeber. Er ist der Adressat dieser Verpflichtung. Wenn wir das in den Materialien ausdrücklich so festhalten, haben wir dieses – ich möchte fast sagen: leidige – Problem betreffend den 1. August endlich vom Tisch.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	15 Stimmen

Art. 118 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 118 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Dans cette disposition, le Conseil national avait introduit le respect par la loi des principes de l'universalité, de l'égalité de traitement et de la capacité économique. Dans un premier temps, notre Conseil avait refusé de se rallier à cette décision, considérant que ces principes étaient tous trois tout à fait valables pour les impôts directs, mais qu'ils pouvaient nous occasionner certaines difficultés en matière d'imposition indirecte: par exemple, comment respecter la capacité économique concernant la TVA, etc.?

Lors d'un nouvel examen de cette disposition, nous avons trouvé la formulation suivante: «Dans la mesure où la nature de l'impôt le permet, les principes de l'universalité, de l'égalité de traitement et de la capacité économique doivent, en particulier, être respectés.»

La commission considère que c'est là une formulation susceptible de mettre les deux Conseils d'accord. Elle vous propose donc de l'adopter afin que, très vraisemblablement, elle puisse à son tour être adoptée par le Conseil national. Ainsi, une divergence serait éliminée.

Angenommen – Adopté

Ziff. II Abs. 2 Ziff. 2a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II al. 2 ch. 2a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Nous n'avons pas le choix de faire autre chose que d'adhérer à la décision du Conseil national, puisque nous nous sommes ralliés au maintien de cette disposition, article 45bis alinéa 1er, dans le texte de la Constitution fédérale. Notre Conseil avait, au départ, biffé cet alinéa qui s'était retrouvé dans les dispositions transitoires pour permettre à la Confédération, pendant un délai qui devait être, sauf erreur, de dix ans – ou qui n'a pas été fixé –, d'abandonner petit à petit ce renforcement des liens ainsi que la politique qu'elle peut avoir à cet égard.

Or, cet alinéa est maintenu et figure encore et toujours dans la Constitution fédérale. Nous n'avons donc plus à en traiter dans les dispositions transitoires. C'est quelque chose de tout à fait logique du point de vue de la systématique que de nous rallier à cet endroit au fait de biffer l'alinéa 2a de l'article 2 au chiffre II des dispositions transitoires.

Angenommen – Adopté

Die Beratung dieses Geschäfts wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu

97.018

Spielbankengesetz

Loi sur les maisons de jeu

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1997, Seite 1308 – Voir année 1997, page 1308

Beschluss des Nationalrates vom 30. September 1998

Décision du Conseil national du 30 septembre 1998

Bundesgesetz über das Glücksspiel und über die Spielbanken

Loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Une vingtaine de divergences opposait nos deux Conseils après un premier examen de cette loi, loi difficile, loi complexe, loi qui a sollicité de manière très soutenue les Commissions des affaires juridiques, aussi bien la nôtre, comme Conseil prioritaire, que celle du Conseil national. Nous arrivons maintenant au terme de nos délibérations. Même si cela ne figure pas sur le programme, nous serons appelés à reprendre cette loi, et l'objectif ici, comme pour la Constitution fédérale, est de mettre enfin un terme à ces délibérations lors des votations finales du dernier jour de cette session.

La Commission des affaires juridiques du Conseil national se réunit après-demain. Peut-être qu'il ne subsistera plus de divergence, auquel cas, pour nous, l'objet serait liquide. Peut-être qu'il subsistera l'une ou l'autre – de moindre importance, c'est à souhaiter –, auquel cas notre Commission des affaires juridiques siégerait et notre Conseil serait amené à intégrer ces dernières petites divergences – en tout cas, c'est ce que nous souhaitons – dans le courant de la deuxième ou de la troisième semaine de cette session.

Après ces quelques remarques préliminaires, j'en viens à l'article 2. La divergence est essentiellement rédactionnelle: «.... le blanchiment d'argent dans ou par les maisons de jeu.» Considérant que les maisons de jeu, elles-mêmes, peuvent être tentées par des opérations de blanchiment, nous avons accepté, sans aucune opposition, ce complément apporté par le Conseil national, et je vous propose d'en faire autant.

Koller Arnold, Bundesrat: Erlauben Sie mir einleitend zu dieser Differenzbereinigung eine Bemerkung: Der Bundesrat ist der Meinung – und möchte in diesem Sinne an Sie appellieren –, dass Sie alles tun müssen, um das Spielbankengesetz in dieser Session zu verabschieden. Wie Sie wissen, musste der Bundesrat auf diesem Gebiet zweimal die Notbremse ziehen. Er musste es das erste Mal im Jahre 1996 mit dem Erlass eines Moratoriums tun, als sich ein überbordender Kursaalboom – sprich: Geldspielautomatenboom – abzuzeichnen begann. Leider mussten wir dann im Mai dieses Jahres noch einmal die Notbremse ziehen, um Umgehungen des bundesrätlichen Moratoriums zu vermeiden. Wenn wir das nicht getan hätten, wäre dieses Gesetz zum reinen Papiergitter geworden; wir wären – mindestens in Europa – in kürzester Zeit zum spielbankenreichsten Land geworden.

Es ist klar, dass dieses zweimalige Ziehen der Notbremse kein sehr befriedigender Zustand ist, denn wir haben heute auf der einen Seite die «beati possidentes» – die glücklich Besitzenden –, die Kursäle haben, wie beispielsweise der Kanton Bern, der auf diesem Gebiet halt einmal am schnellsten war, und auf der anderen Seite die sogenannten Habenichtse, die auf diesem Gebiet überhaupt nichts besitzen. Dazwischen gibt es einige Kantone, die versucht haben, irgendwie durch die Maschen zu schlüpfen. Dieser Zustand sollte nicht weiter anhalten. Ich möchte Sie daher dringend bitten, dieses Gesetz wenn möglich in dieser Session zu verabschieden.

Wir werden nachher alles unternehmen müssen – es bleibt uns noch eine grosse Arbeit mit den Ausführungsverordnun-



gen, mit der Wahl der Spielbankenkommission, mit der Bearbeitung der Gesuche, die termingerecht bei der Spielbankenkommission eingereicht werden müssen –, damit dieses Spielbankengesetz auf den 1. Januar 2000 in Kraft treten kann. Das ist zwar ein ambitionées Unterfangen, aber es führt dazu, dass wir den Betrieb auf diesem umstrittenen Gebiet – es ist hier viel Geld zu gewinnen, das wollen wir offen eingestehen – in geordnete Bahnen lenken und damit wieder zu mehr Gerechtigkeit auch unter den Kantonen kommen können. Das ist mein Hauptappell im Rahmen der Differenzbereinigung, die Sie jetzt an die Hand nehmen.

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Streichen

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Biffer

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: On arrive à la discussion peut-être essentielle de cette procédure d'élimination des divergences. L'alinéa 3 que nous vous proposons de biffer fait partie d'un concept global qui ne peut être compris que si l'on se reporte à l'article 60, page 15 du dépliant, aussi bien pour le dépliant en allemand que pour celui en français. Il s'agit de la question de l'affectation des produits de l'impôt sur les maisons de jeu à l'AVS. Le débat a été très nourri, aussi bien au Conseil national que dans notre commission, et la façon dont nous légitérerons ici n'est pas indifférente, étant donné la campagne qui avait été faite à l'époque.

Je vous propose de commenter en premier lieu, à la page 15 du dépliant, le droit en vigueur concernant la législation sur l'AVS. Il paraît essentiel de comprendre cette mécanique: la Confédération paie 20 pour cent des dépenses de l'AVS, les cantons 1 pour cent, une participation fédérale et cantonale basée selon un pourcentage des dépenses. Pour couvrir ces 20 pour cent, la Confédération, de tout temps ou depuis très longtemps, puise, d'une part, dans l'imposition des boissons distillées, d'autre part, dans l'imposition du tabac et puis ensuite, pour ce qui manque pour atteindre ces 20 pour cent, la Confédération puise simplement dans ses ressources générales. Le Conseil fédéral, dans son projet sur la loi sur les maisons de jeu, avait ajouté le produit de la redevance sur les maisons de jeu en disant: «La Confédération, pour atteindre ces 20 pour cent, va prendre l'impôt sur l'alcool, celui sur le tabac et celui sur les maisons de jeu et, ensuite, ce qui manque jusqu'à 20 pour cent, elle le prendra dans ses ressources générales.» D'emblée, cela a donné lieu à contestation. Systématiquement, ce point de vue est juste, mais en termes de bonne foi par rapport à l'opinion publique, il est faux. J'ai ici les deux livrets d'explications du Conseil fédéral lors de la votation populaire du 7 mars 1993. Là, il est très clairement dit, non pas dans le texte – dans le texte c'est juste –, mais sur la première page: «Mit der Aufhebung des Spielbankenverbotes kann die touristische Attraktivität der Schweiz vergrössert werden, und die AHV soll zusätzlich 150 Millionen Franken» En français, on a la formulation très claire sur cette première page: «La levée d'interdiction des maisons de jeu permettra d'accroître l'attrait touristique de la Suisse et d'allouer environ 150 millions de francs de plus à l'AVS.» Je n'ai pas pris le texte italien, et je prie nos collègues de m'en excuser, mais c'est cette expression «de plus», et «zusätzlich», qui fait que la commission, à l'unanimité, a décidé que le produit de l'impôt sur les jeux était un supplément aux 20 pour cent.

Dans la version que nous vous proposons, pour payer ces 20 pour cent à l'AVS, la Confédération va puiser dans les recettes de l'impôt sur les boissons distillées, dans celles de l'im-

pôt sur le tabac, va prendre le solde dans sa caisse et, à tout ça, elle va rajouter le produit de la redevance sur les jeux de casinos et kuraals. Cela n'affecte en rien – cela a également été un souci de la commission – la part des cantons, car celle-ci est un pourcentage des dépenses et non pas un pourcentage des recettes. Sous cet angle, c'est absolument neutre dans la répartition des frais entre Confédération et cantons et ça permet, face à l'opinion publique, de montrer que, dans notre pays, la classe politique est encore à même d'exécuter une promesse formelle.

Je n'ai pas parlé de la publicité qui a été faite en 1993, au moment où l'on a supprimé l'interdiction des jeux dans la constitution, mais cette publicité, si vous vous en souvenez, était très nette: c'était toujours de l'argent supplémentaire pour l'AVS et non pas moins d'argent à puiser dans la caisse pour la Confédération. C'est toute la différence et cela a été débattu au Conseil national.

On peut dire sans se tromper qu'une grande majorité du Conseil national était favorable à ce point de vue, mais qu'elle n'a pas trouvé la technique juridique pour l'insérer dans cette loi. C'est ce que nous avons fait en commission et c'est à l'unanimité que la commission vous propose, tout d'abord, de biffer l'alinéa 3 de l'article 2. Ensuite, si l'on se reporte à l'article 60, vous avez, à l'article 103 alinéa 1er de la loi sur l'AVS, à la fin de l'alinéa 1er, fin du premier paragraphe: «S'y ajoute le produit de la redevance sur les maisons de jeu.» En allemand: «Dazu kommt der Ertrag aus der Spielbankenabgabe.» C'est très clair. Evidemment, cela nous amène à biffer l'article 104 alinéa 1er et l'article 111 que nous avions traités dans le cadre des dispositions transitoires de cette loi. Il faut donc bien voir que biffer, ici, signifie ne pas modifier les articles 104 et 111, mais les laisser dans l'état actuel sans y ajouter le produit brut des jeux puisqu'on l'ajoute à l'article 103. Il est très clair désormais, sans risque de fausse interprétation, qu'à propos de ces 150 millions de francs, dès le départ ce sera moins, mais qu'un jour, il y aura plus de 100 millions de francs de recettes qui s'ajouteront directement à l'AVS, sans être traitées de la même façon que l'impôt sur le tabac ou que celui sur les boissons distillées.

La commission vous propose donc d'adopter globalement cette systématique et de liquider ainsi cette divergence. A nos yeux, ce type de disposition permettra – ce n'est pas non plus un argument négligeable, il est politique –, en renforçant le financement de l'AVS – et ça fait suffisamment longtemps qu'on dit que l'AVS a besoin d'un renforcement –, de diminuer très fortement les éventuels risques de référendum qui nous viendraient de certains milieux moralisateurs absolument contre tous les jeux dans notre pays. Cette menace de référendum existe toujours, même si elle est minime. Ici, nous posons une pierre qui va protéger encore plus cette loi contre un éventuel référendum.

Marty Dick (R, TI): J'aimerais vous inviter à soutenir la proposition de la commission, non sans relever que cette affaire a explosé juste à la fin de nos délibérations. Cette divergence évidente entre l'article constitutionnel et ce que dit le «Bundesbüchlein» – les explications du Conseil fédéral concernant la votation populaire du 7 mars 1993 – indique bien que cette loi n'entrera pas dans notre législation comme une page particulièrement glorieuse du travail législatif.

Au début des travaux de notre commission, j'avais proposé de revoir l'article constitutionnel, car j'estimais, et j'estime toujours, qu'il est mal rédigé. Il se base en effet sur une distinction entre jeux de hasard et jeux d'adresse qui est, nous le savons aujourd'hui tous très bien, hypocrite. On m'avait regardé alors comme un martien, et on a continué à travailler avec cet article constitutionnel. On remarque aujourd'hui, en plus, qu'on a promis au peuple quelque chose que l'article constitutionnel ne dit pas expressément.

Nous avons maintenant le choix entre une position légaliste et une position qui se base sur la bonne foi. La bonne foi doit prévaloir surtout et avant tout dans le domaine public. La crédibilité de la politique est en jeu. L'analyse Vox du vote du 7 mars 1993 indique très bien que le peuple a soutenu la levée de l'interdiction des maisons de jeu en Suisse pour donner

des recettes supplémentaires à l'AVS. Si nous nous réfugions aujourd'hui derrière la lettre de la constitution pour dire: «Non! cet argent doit aller à la Confédération pour couvrir ce qu'elle verse déjà à l'AVS», nous trompons tout simplement le peuple, et nous perdrons une fois de plus de la crédibilité. Aujourd'hui, nous devons voter ce que la commission nous propose, non sans dire au Conseil fédéral qu'il est responsable de ce qui est imprimé dans le «Bundesbüchlein» et que cet exercice devrait être un peu mieux surveillé. Ce n'est pas la première fois qu'un incident de ce genre se produit, nous en avons déjà eu un avec l'autoroute A 9 en Valais. Ce genre de chose ne doit plus se reproduire. La seule voie dont nous disposons aujourd'hui, c'est celle de la bonne foi, c'est-à-dire de respecter ce qui a été promis au peuple. D'autre part, je ne crois pas que ces 150 millions de francs que nous donnerons à l'AVS ne seront pas jetés par la fenêtre, car nous savons que nous devrons nous occuper sérieusement de combler les graves lacunes qu'il y a dans son financement. Si nous voulons respecter la parole donnée et sauver cette loi d'un référendum certain, il n'y a pas d'autre solution que de voter la proposition de la commission.

Wicki Franz (C, LU): Die Frage, wie die AHV finanziert werden soll, ist eine Frage des Bundesgesetzes über die Alters- und Hinterlassenenversicherung und an sich nicht eine solche des Spielbankengesetzes. Dessen müssen wir uns grundsätzlich bewusst sein. Jetzt kommt aber das Aber. Das Aber betrifft den Vertrauensschutz. Ich kann mich hier dem Votum von Herrn Marty anschliessen. Es geht um die Frage des Vertrauensschutzes. Wenn man das «Bundesbüchlein» zur Volksabstimmung vom 7. März 1993 anschaut, ist es interessant festzustellen, dass auf Seite 1 – wo es heisst: «Worum geht es?» – steht: «In der Schweiz sind Spielbanken verboten. Jedermann kann aber im benachbarten Ausland in Casinos sein Glück versuchen. Mit der Aufhebung des Spielbankenverbots kann die touristische Attraktivität der Schweiz vergrössert werden, und die AHV soll zusätzlich rund 150 Millionen Franken pro Jahr erhalten.» Liest man dann aber weiter, heisst es nirgendwo etwas von «zusätzlich». Es heisst dann dort: «Diese Beträge dienen ausschliesslich der Finanzierung der Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung (AHV/IV).» Auch in den Voten, welche in den Räten von Bundesrat Stich abgegeben wurden, wurde einfach gesagt, diese Beträge würden für die AHV gebraucht. Ob zusätzlich oder nicht, ist offengelassen, aber dem Volk hat man hier auf Seite 1 des Bundesbüchleins erklärt: «zusätzlich rund 150 Millionen Franken pro Jahr». Also ist unserer Kommission nichts anderes übriggeblieben, als Ihnen die Version vorzuschlagen, die Sie nun heute auf dem Tisch haben. Wir geben diese 150 Millionen Franken der AHV.

Cottier Anton (C, FR): Je ne voudrais pas prolonger le débat. Je soutiens parfaitement les intervenants de notre Conseil. Ce que nous avons fait jusqu'à présent, c'était d'attribuer le produit de l'impôt sur les maisons de jeu à la seule caisse générale de la Confédération. Mais en rien nous n'avons augmenté la part revenant à l'AVS, raison pour laquelle la commission vous propose, à l'unanimité, cette nouvelle solution. Ce n'est pas la commission qui a inventé cette solution. Je crois que le mérite en revient à M. Lauper, qui a fait une étude approfondie sur le sujet, qui a soulevé le lièvre et qui a présenté une solution au Conseil national, où il a été battu de peu.

Je vous invite donc à adhérer à la proposition de la commission.

Koller Arnold, Bundesrat: Wir befinden uns bezüglich dieser Frage zweifellos in einer sehr unerfreulichen Lage. Es ist klar: 1993 wurde die Aufhebung des Spielbankenverbotes vom Bundesrat im Rahmen eines grösseren Sanierungspaketes bezüglich der Bundesfinanzen präsentiert. Der Verfassungstext hält im neuen Artikel 35 Absatz 5 bezüglich Spielbankenabgabe klar fest: «Sie wird zur Deckung des Bundesbeitrages an die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung verwendet.» So weit, so gut.

Im übrigen wird auch in Artikel 34quater der Bundesverfassung die Spielbankenabgabe in bezug auf die Verwendung der Erträge den Steuern auf Alkohol und Tabak gleichgestellt. Das war alles klar und richtig.

Dann ist leider bei der Redaktion des «Bundesbüchleins» der Fehler passiert, dass einerseits tatsächlich schon auf dem Deckblatt klar von zusätzlichem Geld für die AHV/IV gesprochen wurde und andererseits im Text von Mehreinnahmen für die AHV/IV die Rede war. Angesichts dieses Dilemmas zwischen dem klaren Verfassungstext und den missverständlichen Ausführungen im «Bundesbüchlein» stellt sich die Frage, welches Prinzip jetzt Vorrang haben muss. Ich habe bereits im Nationalrat gesagt und wiederhole es hier: Ich bin davon überzeugt, dass das Vertrauensprinzip Vorrang haben muss. Wir haben auch festgestellt, dass das Bundesgericht in bezug auf kantonale Abstimmungen diesbezüglich eine sehr strenge Praxis hat. Das Bundesgericht hat in mehreren Entscheiden ausdrücklich festgehalten: Wenn eine Regierung amtliche Erläuterungen zu einer Abstimmung macht, die in bezug auf die Tragweite der Abstimmung irreführend sind, führt das im Falle einer entsprechenden Stimmrechtsbeschwerde im kantonalen Bereich sogar zur Kassation einer Abstimmung.

Deshalb habe ich Verständnis dafür, dass Ihre Kommission einstimmig beschlossen hat, wir müssten hier dem Vertrauensprinzip den Vorrang einräumen. Der Finanzminister hat natürlich weniger Freude daran, das ist ganz klar. Denn damit wird das Ziel, einen Beitrag zur Sanierung der Bundesfinanzen zu erhalten, nicht erreicht. Aber ich habe Verständnis für Ihre Meinung, dass das Vertrauensprinzip gegenüber dem Volk Vorrang haben muss. Insofern ist die Korrektur im Gesetz nichts anderes als eine Folge der Wertung in diesem leider eindeutig missglückten «Bundesbüchlein» zur betreffenden Volksabstimmung.

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission

A1. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

.... erfüllen, höchstens drei Tischspiele sowie das Spiel an

Art. 8

Proposition de la commission

A1. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

A1. 2

.... proposer au maximum trois jeux de table ainsi que des appareils à sous

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Avant de passer à l'article 8, je rappelle qu'à l'article 2 alinéa 1er nous avons adopté la modification essentiellement rédactionnelle du Conseil national, et que nous avons biffé l'alinéa 3.

Pour ce qui est de l'article 8, nous nous sommes ralliés, aux alinéas 1er et 2, à la version du Conseil national. Le Conseil national, au lieu de parler de «liaison électronique entre les appareils à sous servant aux jeux de hasard», a étendu la notion et parle de «liaison entre les jeux à l'intérieur d'un établissement». Donc, c'est la notion de «jeux», plus large, qui remplace la notion plus étroite d'«appareils à sous».

Quant à savoir si, à l'intérieur d'un casino, on peut mettre en liaison des roulettes, des black jacks ou d'autres, il semble que, pour l'instant, cela n'est pas très répandu. Mais la formulation du Conseil national nous permet en tout cas d'envisager l'avenir. En cette matière, il semble que les développements techniques sont parfois extrêmement rapides. Cela permet à la loi de couvrir cet état de fait qui existe, suivant où, à l'étranger.

A l'alinéa 2, c'est le même problème de terminologie. Nous nous rallions donc également à la notion de «jeux» plutôt qu'à la notion d'«appareils à sous». Ceci pour les alinéas 1er et 2 concernant cette notion de «jeux».

Il subsiste une divergence à l'alinéa 2, où nous maintenons «trois jeux de table ainsi que des appareils à sous». Nous avons là une divergence à l'alinéa 2, où le Conseil national avait présenté la solution de deux jeux de table pour les kuraals, c'est-à-dire pour les casinos B ou les maisons de jeu B. Notre commission maintient trois jeux de table, considérant que les petits casinos également doivent pouvoir diversifier leur offre.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich stelle keinen Antrag; es wird Sache des Verfahrens sein, diese Differenz im nächsten Durchgang zu bereinigen. Ich halte noch einmal fest, weshalb der Bundesrat den Beschluss des Nationalrates vorzieht: Wir haben heute bereits 24 ordentliche Kursäle – die meisten auch mit Geldspielautomaten –, 12 Gesuche sind zurzeit hängig, und bei Inkrafttreten des Gesetzes werden zweifellos noch weitere Gesuche um solche B-Casinos gestellt werden.

Wir befürchten nun einfach folgendes: Wenn Sie bei den B-Casinos praktisch das gleiche Spielangebot offerieren – und es ist absehbar, dass es in der Schweiz wahrscheinlich so etwa um die 40 B-Casinos geben wird, selbst bei einer relativ zurückhaltenden Bewilligungspraxis –, haben Sie eine derartige Substitutionskonkurrenz, dass eigentlich der «incentive» für die Gründung und die damit verbundenen grossen Investitionen von Grands Casinos entfallen könnte. Das ist an sich nicht der Wille des Verfassunggebers und auch nicht der Wille des Bundesrates gewesen.

Wir haben immer gesagt, es habe in der Schweiz nur Raum für wenige Grands Casinos; die ausländischen Erfahrungen zeigen nämlich, dass es ein Einzugsgebiet von etwa einer Million Menschen braucht, damit ein Grand Casino rentiert. Wenn Sie das auf die schweizerische Bevölkerung beziehen, wird es sicher keine sehr grosse Zahl geben. Wenn es aber in unserem Land praktisch schon eine Grundausstattung von sehr, sehr vielen B-Casinos gibt und dort praktisch das gleiche angeboten werden kann wie in den Grands Casinos, dann befürchten wir einfach, dass es nicht mehr interessant sein könnte, überhaupt Grands Casinos zu gründen. Aber hier wird uns das Leben lehren, ob Ihre oder meine Erwartungen richtig sind.

Das wollte ich zuhanden der Materialien festgehalten haben.

Angenommen – Adopté

Art. 12 Abs. 1

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 12 al. 1

Proposition de la commission
Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 12 alinéa 1er, nous pouvons traiter simultanément la lettre a et la lettre b. La divergence porte sur la question de savoir si, au moment de l'examen des conditions générales pour l'octroi d'une concession, le contrôle de la garantie des partenaires commerciaux porte sur tous les partenaires commerciaux ou sur les «partenaires commerciaux les plus importants» seulement. Notre commission est d'avis qu'il faut limiter ce contrôle aux «partenaires commerciaux les plus importants», considérant qu'un casino est susceptible d'avoir une multitude de partenaires – des fournisseurs de boissons, de linge, etc. –, et qu'il n'est pas forcément indispensable que tous ces partenaires commerciaux offrent les mêmes garanties.

C'est pour cela que nous vous proposons de maintenir notre précédente décision.

Angenommen – Adopté

Art. 15 Abs. 2

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 15 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Nous nous rallions à la rédaction du Conseil national qui inscrit «la feuille officielle du canton» dans les instruments de publication, et la met ainsi au singulier, considérant qu'il est inutile de publier dans 26 feuilles cantonales la procédure relative à l'octroi d'une concession.

Angenommen – Adopté

Art. 20 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 20 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 20, nous nous trouvons dans le domaine des autorisations et des autorisations spéciales que peut délivrer le Conseil fédéral en relation avec le personnel. Le Conseil national avait ajouté au personnel de direction «les animateurs des jeux et les croupiers». Notre commission, après avoir examiné ce complément, a estimé pouvoir se rallier à cette extension, considérant que, là aussi, c'est une profession sensible sous l'angle du contrôle par le Conseil fédéral, et qu'on pouvait très bien ajouter au personnel de direction «les animateurs des jeux et les croupiers» qui, eux, sont en contact très direct et très particulier avec la clientèle joueuse.

Nous vous proposons donc de nous rallier à la décision du Conseil national.

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. a

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Reimann, Brunner Christiane, Hess Hans, Marty Dick, Schiesser)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 1 Bst. b-f, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 21

Proposition de la commission

Al. 1 let. a

Majorité

Maintenir

Minorité

(Reimann, Brunner Christiane, Hess Hans, Marty Dick, Schiesser)

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 1 let. b-f, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 Bst. b-f, 2 – Al. 1 let. b-f, 2

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: J'aimerais traiter l'article 21 en deux phases pour que tout soit clair. Il y a d'abord – et cela paraît plutôt compliqué – toute une réorganisation systématique de cet article 21. La commission vous propose d'adopter la systématique du Conseil national, où on retrouve, dans un alinéa 1er, l'interdiction générale de jouer et, à l'alinéa 2, l'interdiction de jouer dans la maison de jeu avec laquelle on a une relation d'employé ou d'actionnaire.

A l'alinéa 1er de la version du Conseil national, on retrouve, réparti d'une autre manière dans les lettres b, c, e et f, ce que l'on avait aux lettres d, e, f et g du projet du Conseil fédéral. Le solde de ces dispositions du projet du Conseil fédéral, on le retrouve dans l'alinéa 2. Je ne vais pas passer en détail exactement chaque mot. La commission considère que c'est le même sens. Je ne sais pas si quelqu'un souhaite s'exprimer sur cette systématique.

Dans un deuxième temps, je prendrai la seule divergence de fond, la lettre a qui est la question de l'âge des personnes: est-ce que c'est 18 ou 20 ans pour l'interdiction de jouer? Je vous propose de prendre cela après. Il s'agit d'abord de discuter de la systématique générale, qui a été complètement remodelée.

Angenommen – Adopté

Abs. 1 Bst. a – Al. 1 let. a

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Je peux maintenant parler de la divergence de fond, qui est: faut-il limiter, à la lettre a, l'interdiction de jouer à l'âge de 18 ans ou à l'âge de 20 ans? Notre commission est partagée entre la majorité, qui est pour l'âge de 20 ans, donc pour maintenir notre décision, et la minorité qui est pour se rallier à la décision du Conseil national et au projet du Conseil fédéral en laissant simplement l'âge de 18 ans, qui est l'âge de la majorité civile.

Les arguments de la majorité de la commission sont les suivants: ça n'est pas le seul endroit dans notre législation où l'on aurait une disposition spéciale pour des jeunes adultes. Il n'y a qu'à songer à tout le droit pénal qui s'applique aux jeunes adultes entre 18 et 25 ans. Ça n'est pas non plus une disposition particulière sous l'angle de la protection de ce qu'on peut considérer être la partie faible. Dans un contrat notamment, il y a toute la loi fédérale sur le crédit à la consommation, qui est une loi de protection de la partie faible. Il y a évidemment le droit de bail, la vente à tempérament. Cela n'est donc pas étranger dans notre législation que de considérer que certaines catégories de la population ont besoin d'une protection particulière.

Nous avons ensuite constaté que, à l'étranger et notamment en France, la limite était de 20 ans pour jouer dans les casinos. Et surtout, un argument qui a retenu l'attention de la majorité, c'est que, entre 18 et 20 ans, il est tout de même rare que l'indépendance économique d'un jeune adulte soit totale. C'est souvent l'argent de la famille ou d'autres personnes qui est engagé.

Nous avons finalement tenu compte du fait qu'un casino étant souvent combiné avec un dancing, la population âgée de 18 à 20 ans, qui fréquente notamment le dancing, est susceptible de faire des allées et venues entre le dancing et la maison de jeu. Et à nos yeux, il y a lieu d'exercer là une protection particulière en interdisant à ces jeunes adultes de moins de 20 ans de jouer. Vous savez qu'on parle actuellement de fixer la majorité éventuellement à 16 ans, que c'est un débat qui a lieu dans tous les pays en Europe. Est-ce que la minorité Reimann serait toujours d'accord, si la majorité civile et civique passait à 16 ans, que l'on puisse, dès 16 ans, jouer dans les casinos aux machines à sous et perdre certains montants d'argent importants? C'est pour toutes ces considérations que la majorité de la commission souhaite maintenir à 20 ans l'âge légal d'autorisation de jouer dans un casino.

Je vous exhorte à accepter la proposition de la majorité de la commission.

Reimann Maximilian (V, AG): Die zahlenmäßig starke Minderheit, die ich bei dieser nicht unwichtigen Differenz zu vertreten habe, möchte vor allem den Unterschied bei der altersmässigen Zulassung zu den Spielbanken möglichst rasch bereinigt wissen. Deshalb beantragen wir Ihnen – wir liegen damit ganz klar auf der Linie, die Herr Bundesrat Koller in seinen einleitenden Worten soeben erneut vorgezeichnet hat –, von einer weiteren Differenz Abstand zu nehmen und sich dem Entwurf des Bundesrates bzw. dem Beschluss des Na-

tionalrates anzuschliessen, also die Altersgrenze bei 18 Jahren zu belassen bzw. – aus der Sicht der Mehrheit – auf 18 Jahre zu senken.

Was die materielle Begründung anbelangt, so kann ich mich sehr kurz fassen. Ich möchte Ihnen schlicht und einfach die folgenden beiden Kermotive in Erinnerung rufen:

1. Zum Grundsatz: Vor nicht einmal drei Jahren, nämlich auf den 1. Januar 1996, haben wir das zivile Mündigkeitsalter auf 18 Jahre gesenkt. Es wäre doch paradox, wenn die gleiche Bundesversammlung schon so kurze Zeit danach ein Ausnahmerecht schaffen und mündige 18- und 19jährige im Bereich der Spielcasinos wieder entmündigen würde. Entweder ist man mit 18 Jahren mündig, dann soll man auch Zutritt zu den Spielcasinos haben, oder man ist eben nicht mündig. Von diesem Grundsatz sollten wir uns auch hier leiten lassen.

2. Zur Ausnahme: Polizeiliche und/oder sozialpolitische Schranken wie auch betriebsinterne Hausordnungen können immer noch zur Folge haben, dass gewisse Jugendliche erst, wenn sie älter als 18 sind – mit 20 Jahren oder so –, Zutritt zu den Spielcasinos erhalten. Das sollte zwar die Ausnahme bleiben, aber diese Ausnahme könnte, falls nötig, in vielen individuellen Fällen zur Regel werden. Grundsätzlich hätten wir aber die Gewähr, dass unbescholtene junge Leute zwischen 18 und 20 Jahren ein Spielcasino besuchen könnten.

Ich muss Ihnen bei dieser Gelegenheit in Erinnerung rufen – ich sage das bewusst auch als Reaktion auf die Ausführungen des Berichterstatters –, dass viele verantwortungsbewusste junge Leute schon vor dem 20. Altersjahr eigene Firmen haben können – in der EDV-Branche, in der Reinigungsbranche, in der Garten- und Landschaftspflege usw. –, dass sie Steuern bezahlen, dass sie heiraten können, dass sie ihren eigenen Haushalt führen. Nur: Sie dürfen kein Spielcasino besuchen. Das ist doch zwiespältig, paradox und inkonsequent. Das wollen wir mit unserem Minderheitsantrag verhindern.

Stimmen Sie – gerade auch aus Respekt vor solchen jungen Mitmenschen – dem Antrag der Minderheit zu!

Präsident: Ich gehe davon aus, dass die Fassung des Nationalrates, wie sie auf der Fahne markiert ist, nicht so zu verstehen ist, dass auch die Mitglieder des Bundesrates einem allgemeinen Spielverbot unterliegen. (Heiterkeit)

Merz Hans-Rudolf (R, AR): Was diese Altersgrenze von 20 Jahren betrifft, für die ich mich im Namen der Mehrheit der Kommission einsetze, so ist es einfach eine Tatsache, dass junge Menschen in aller Regel noch kein risikofähiges Einkommen besitzen. Deshalb bewegen sich ja die allermeisten ohnehin im Bereich von Artikel 22 dieses Gesetzes, wo es heißt: Die Spielbank sperrt Personen vom Spielbetrieb aus, die «Spieleinsätze riskieren, die in keinem Verhältnis zu ihrem Einkommen und Vermögen stehen». Da steht für mich die Frage des risikofähigen Einkommens als ein Argument im Vordergrund.

Einen weiteren Punkt hat Herr Aeby schon etwas angedeutet, aber ich möchte ihn noch kurz ausdeutschen: Es geht nämlich hier auch um Schutzzanliegen, einerseits gegenüber den Jugendlichen vor den Folgen der Spielsucht. Sie sind mit 18 bis 20 Jahren doch in einer labilen Lebensphase, auch wenn sie meinetwegen ein Reinigungsunternehmen führen. Andererseits ist es aber auch das Schutzzanliegen gegenüber jenen, die faktisch hinter den Verpflichtungen von jungen Leuten stehen müssen, wenn etwas schiefgeht. Das sind in der Regel in erster Linie die Eltern und in gewissen Fällen eben auch der Staat. Als Faustregel gilt doch, dass ein junger Mensch mit etwa 19 Jahren bis gegen 20 seine Lehre abschliesst oder ein Studium aufnimmt. In diesem Alter verdient er dann – auch als Faustregel – so etwa 900 Franken, vielleicht 1000 Franken im Monat. Das reicht doch in keiner Weise für die Bestreitung des Lebensunterhaltes, geschweige denn für die nicht lebensnotwendigen Ausgaben in einem Spielcasino. Demgegenüber ist bekannt, dass ein einziger Spielbankbesuch – auch wieder als Faustregel – in einem A-Betrieb selten unter zweistelligen Zahlen kostet. Das Problem ist damit förmlich vorprogrammiert.

Ich bitte Sie deshalb, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen, die eine höhere Altersgrenze wie in den Vereinigten Staaten und in Frankreich vorsieht.

Daniot Hans (C, UR): Herr Merz hat meine Ideen und Überlegungen weitgehend vorweggenommen. Ich möchte nur noch zwei Punkte erwähnen:

1. Wir alle haben das Ziel, diese Gesetzgebungsarbeit raschstmöglich zu beenden; aber diesem Ziel darf die Seriosität der Gesetzgebung nicht untergeordnet werden. Wir haben schon bittere Erfahrungen mit einem solchen Vorgehen gemacht.

2. Wir haben das Gesetz nun klar auf eine wirtschafts- und – wie ich befügen möchte – auch spielfreundliche Linie getrimmt. Sie haben vorhin von Herrn Bundesrat Koller die Zahl der Gesuche gehört, die bereits vorliegen und noch eingereicht werden. Ich meine, es rechtfertige sich um so mehr, hier in sozialpolitischer Hinsicht ein Gegengewicht zu setzen. Alberto Bondolfi, Privatdozent am Institut für Sozialethik der Universität Zürich, hat kürzlich geschrieben: «Heute nährt sich der Widerstand vor allem von der Angst, dass Jugendliche spielsüchtig werden können.» Wir haben bei den Beratungen von den Kursälen und sogar vom Kursaalverband gehört, dass seriöse Kursäle – diese wollen wir ja fördern – das Geld dieser jungen Menschen, die wirtschaftlich und finanziell weitgehend noch nicht selbstständig, noch nicht unabhängig sind, gar nicht wollen. Einzelne haben bereits höhere Alterslimiten für den Eintritt festgelegt. Herr Reimann sagt, das könne man so belassen. Dies würde aber zu einer Rechtsungleichheit führen, die wir nicht einführen sollten.

Wir sollten ein klares Signal geben, dass wir den Jugendschutz ernst nehmen. Ich glaube nach wie vor, dass trotz des tieferen Mündigkeitsalters die jungen Menschen im Alter zwischen 18 und 20 Jahren diesen Gefahren mehr ausgesetzt sind. Es gibt auch im Berufsleben Tätigkeiten, die ein höheres Alter verlangen. Es wurde bereits darauf hingewiesen, dass andere Länder, wie z. B. Frankreich und die USA, ebenfalls höhere Alterslimiten für den Eintritt in ein Spielcasino kennen. Auch im Hinblick auf die Referendumsresistenz dieser Vorlage tun wir gut daran, diesen Weg beizubehalten.

Hess Hans (R, OW): Ich unterstütze den Minderheitsantrag und erlaube mir, noch auf folgendes hinzuweisen: Im Zusammenhang mit der Revision des Allgemeinen Teils des Strafrechtes ist vorgesehen, das Antragsrecht als Neuerung auch Personen unter 18 Jahren einzuräumen. Diese Ausweitung des Antragsrechtes wird damit begründet, dass der Selbstbestimmung der urteilsfähigen Unmündigen oder Entmündigten vor anderen Gesichtspunkten wie demjenigen der Rechtssicherheit ein Vorrang eingeräumt werden soll. Wenn man im neuen Strafrecht der Frage der Selbstbestimmung ein derartiges Gewicht einräumt, ist nicht einzusehen, weshalb man beim Zutritt zu den Spielbanken das Selbstbestimmungsrecht der 18jährigen in Abweichung zum allgemeinen Mündigkeitsalter von 18 auf 20 Jahre heraufsetzen soll. Es besteht nach meiner Meinung kein sachlicher Grund, eine Bestimmung ins Spielbankengesetz aufzunehmen, die von Artikel 14 ZGB und dem gesamten öffentlichen Recht abweicht.

Koller Arnold, Bundesrat: Es gibt hier sicher gute Gründe pro und kontra eine besondere Spielbankenmündigkeit; darum geht es ja. Der Bundesrat hat Ihnen bewusst keine solche spezielle Spielbankenmündigkeit vorgeschlagen, weil wir der Meinung sind: Wir müssen aufgrund unseres Entscheides, der ja, wie gesagt worden ist, erst vor wenigen Jahren erfolgte, konsequent bleiben. Wer gemäss dem ZGB mündig und handlungsfähig ist, also alle Rechtsgeschäfte abschliessen kann, sollte auch die Freiheit haben zu entscheiden, ob er eine Spielbank besuchen will oder nicht. Es ist gerade im Touristikbereich stossend – dieses Argument möchte ich noch bringen –, wenn Familien miteinander in die Ferien gehen, das gibt es ja noch, und nicht die Möglichkeit haben sollen, mit ihrer 18- oder 19jährigen Tochter – das ist mir selber einmal passiert – in eine Spielbank zu gehen.

Was mir aber noch wichtiger ist: Ich habe mir den internationalen Vergleich noch einmal angeschaut; da scheint eine Unstimmigkeit zu bestehen. In Italien beträgt die Spielbankenmündigkeit auch 18 Jahre. Wie mir meine Spezialisten sagen, beträgt sie auch in Frankreich 18 Jahre. In Österreich beträgt das Mündigkeitsalter und deshalb auch die Spielbankenmündigkeit 19 Jahre. Ein höheres Spielbankenmündigkeitsalter kennen offenbar nur die USA.

Ein Letztes: Vor wenigen Tagen ist im «Bund» ein sehr interessanter Artikel über die Frage der Spielsucht erschienen; das muss eine unserer Sorgen sein. In diesem instruktiven Artikel stand, dass man auf dem Platze Bern bereits heute über vierzig Spielsüchtige registriert hat. Das sind aber keineswegs Jugendliche; vor Spielsucht bewahrt auch das Alter nicht, wie diese Ausführungen zeigen. Deshalb haben wir im Gesetz ausdrücklich entsprechende Schutzvorschriften vorgesehen; ich verweise auf den Artikel 22, wo wir Massnahmen in Form von Spielsperre und Spielverbot ausdrücklich vorsehen. Das gilt dann gegenüber allen Handlungsfähigen, seien sie jung oder alt.

Im übrigen geht es jetzt um das Differenzbereinigungsverfahren. Ich würde Ihnen Zustimmung zur Minderheit und zum Bundesrat empfehlen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	25 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	9 Stimmen

Art. 22 Abs. 1, 1bis, 1ter

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 22 al. 1, 1bis, 1ter

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: L'article 22 concerne l'exclusion des jeux. Le Conseil national a complété la disposition par les alinéas 1bis et 1ter, en apportant plus de précision sur la forme de l'exclusion qui doit être communiquée par écrit à la personne concernée (al. 1bis). De plus, «l'exclusion doit être levée dès que la cause a pris fin» (al. 1ter). Nous avons considéré qu'il s'agissait là d'une amélioration qui protège la personne qui subit une exclusion des jeux, et qui respecte aussi une certaine forme pour ce faire.

La commission vous propose de vous rallier à la décision du Conseil national.

Angenommen – Adopté

Art. 27

Antrag der Kommission

Festhalten

Proposition de la commission

Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: En ce qui concerne l'article 27, la commission vous propose de maintenir l'article 27 alinéas 1er, 2 et 3. Les alinéas 2 et 3 sont indispensables, vu la formulation de l'alinéa 1er selon le projet du Conseil fédéral, pour l'essentiel. Le Conseil national a repris l'alinéa 1er en interdisant simplement à une maison de jeu d'accorder des prêts à quiconque. Notre commission a préféré maintenir la position qui était la nôtre et celle du Conseil fédéral, de manière simplement à s'aligner sur les standards internationaux applicables en la matière. La commission considère de plus qu'il est préférable de réglementer cette question et qu'une interdiction risque de toute façon d'amener à des abus: il est plus aisés de contrôler ces prêts des maisons de jeu si on réglemente la question plutôt que de l'interdire purement et simplement.

Büttiker Rolf (R, SO): Zu Artikel 27 nur eine Bemerkung; doch möchte ich zuerst meine Interessen offenlegen: Ich bin Verwaltungsratspräsident des Casinos Gäu Park AG in Eger-

kingen, am Autobahnkreuz. Ich muss Ihnen sagen: Es kommt nicht darauf an, ob zwei oder drei Tischspiele zugelassen sind oder ob die Altersgrenze bei 18 oder 20 Jahren liegt. Artikel 27 jedoch ist entscheidend und wird beim Betrieb eine wesentliche Rolle spielen.

Ich habe mich gefragt, was dieser Verbots-Alleingang des Nationalrates soll. Ich danke der Kommission des Ständerates, dass sie durchwegs festhalten will. Wo die Casinos in der Schweiz auch stehen werden, sie werden mit dem Ausland in Konkurrenz treten. Sie werden die ausländische Konkurrenz zu fürchten haben, denn die Casinobesucher, das wissen wir aus Erfahrung, gehen weite Wege.

Im übrigen sind richtigerweise Kontrollpunkte eingebaut worden. Wir haben dafür zu sorgen, dass beim Geldspiel alles in Ordnung abläuft. Aber ich sehe nicht ein, warum der Nationalrat einen derartigen Verbots-Alleingang – einzig in Europa! – fahren will.

Es geht um die Substanz der schweizerischen Casinos, um den Betrieb und letztlich auch um die Einnahmen der Öffentlichkeit. Ich meine, dass wir bei Artikel 27 unbedingt am Beschluss unseres Rates festhalten sollten, wie das die Kommission beantragt.

Angenommen – Adopté

Art. 42

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Brändli

Abs. 3

Streichen

Art. 42

Proposition de la commission

AI. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Brändli

AI. 3

Biffer

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: En ce qui concerne l'article 42, la commission vous propose de vous rallier à l'ajout du Conseil national, ajout qui consiste à demander que les bénéfices soient utilisés «pour l'essentiel dans des projets d'intérêt général pour la région, en particulier en vue d'encourager des activités culturelles ou dans des projets d'utilité publique». Cela ne fait que respecter ce qui a été annoncé au moment de la levée de l'interdiction, c'est-à-dire un encouragement au tourisme, un encouragement à des infrastructures de nature touristique, et notamment à des infrastructures culturelles et d'utilité publique. La commission, sans opposition, vous propose de vous rallier à cette décision du Conseil national.

Pour le reste, j'ai constaté qu'il y avait une proposition Brändli. Je m'exprimerai après avoir entendu l'explication concernant cette proposition qui, a priori, m'est apparue comme étant en dehors du cadre de la procédure d'élimination des divergences.

Brändli Christoffel (V, GR): Für mich ist klar, dass wir durch die Aufnahme der «Förderung kultureller Tätigkeiten» in Absatz 1 eine Ausdehnung der Leistungen der Kursäle stipulieren. Dann muss es aber auch möglich sein, darüber zu diskutieren, ob wir steuerlich Vorteile oder Begünstigungen machen müssen, damit diese Förderung kultureller Tätigkeiten überhaupt möglich ist. Das ist der Zusammenhang und der Grund meines Antrages.

Ich habe die Frage bereits angedeutet: Ist die Förderung kultureller Tätigkeiten vor allem in den kleineren Kursälen finanziell überhaupt möglich? Ziehen wir beispielsweise im Fall Gstaad mit 3,5 Millionen Franken Bruttospieleinnahmen, im Fall Arosa mit 3,5 Millionen Bruttospieleinnahmen oder in En-

gelberg mit 2,3 Millionen Franken Bruttospieleinnahmen 20 bis 40 Prozent ab, verbleiben diesen Betrieben vielleicht 1 bis 2 Millionen Franken. Diese Betriebe werden grösste Schwierigkeiten haben, nur schon die fixen Kosten zu decken; die Förderung kultureller Tätigkeiten ist wahrscheinlich kaum möglich.

Das sieht natürlich bei einem Kursaalbetrieb wie Bern mit einem Umsatz von 25 Millionen Franken anders aus. Wenn Sie dort 30, 40 Prozent abziehen, bleiben immer noch 15 bis 20 Millionen Franken. Dort besteht die Möglichkeit zur Förderung der Kultur.

Ich habe schon letztes Mal darauf hingewiesen, wozu diese steuerliche Regelung führen wird. Die Zusatzleistungen sind touristisch von ausserordentlicher Bedeutung für diese Orte, z. B. Gstaad, Arosa, Engelberg. Da ist der Kursaal nicht nur ein Attraktionsschwerpunkt, sondern der Kursaal finanziert das Kino, er organisiert und finanziert kulturelle Veranstaltungen. In dieser ganzen Gesetzgebung sind wir davon ausgegangen, dass wir den Tourismus fördern wollen; wir wollten nicht die Zentren fördern. Die Tendenz ist ganz offensichtlich: Grosscasinos werden nur noch in den Zentren realisiert werden können, und B-Casinos, die nicht eine gewisse Grösse – wie beispielsweise Bern – haben, werden wahrscheinlich in ernsthafte finanzielle Schwierigkeiten geraten.

Die Frage stellt sich, wie man dieses Problem lösen kann: An und für sich hätte man in Artikel 41 eine Abstufung zwischen A- und B-Casinos vornehmen sollen. Das ist erledigt, darauf können wir nicht mehr zurückkommen. Ich bin aber der Meinung, dass bei Artikel 42 noch die Möglichkeit bestünde, dem Bundesrat etwas mehr Spielraum zu bieten. Wir haben Abzugsmöglichkeiten für die kulturellen Tätigkeiten von höchstens einem Viertel, also 25 Prozent, und wir haben für saisonale Betriebe Abzugsmöglichkeiten von einem Drittel, also 33,33 Prozent. Zusammengezählt ergibt das im Maximum 58,33 Prozent. Absatz 3 lautet: «Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er (der Bundesrat) den Steuersatz höchstens um die Hälfte reduzieren.» Dieser Zusatz ist nicht nötig. Die Streichung wäre ein kleines Entgegenkommen und würde dem Bundesrat etwas mehr Flexibilität geben. Der Bundesrat hätte dann die Möglichkeit, den Steuersatz um höchstens 58,33 Prozent zu reduzieren.

Ich bin überzeugt, dass kleineren Casinos in touristischen Orten, die kulturelle Leistungen erbringen, mit dieser Lösung etwas entgegenkommen werden kann, die Probleme aber nicht gelöst sind. Ich bitte Sie trotzdem, Absatz 3 zu streichen und dem Bundesrat in der Einführungsphase etwas mehr Flexibilität zu geben. Es macht nicht ausserordentlich viel aus, und es ist ein Höchstbetrag. Der Bundesrat kann immer noch tiefer gehen.

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Je n'ai pas très bien compris, je dois dire, la proposition Brändli. En fait, elle vise à cumuler l'effet de l'alinéa 1er (un quart de réduction) et l'effet de l'alinéa 2 (un tiers de réduction). Donc, un tiers plus un quart, et on a quelque chose de supérieur à la moitié. C'est le sens que vise M. Brändli, selon ses explications, en biffant l'alinéa 3.

Pour ma part, j'ai compris «biffer» dans le sens qu'il voulait revenir à l'alinéa 3 de la version du Conseil fédéral et non pas en rester à l'alinéa 3 du Conseil des Etats où nous avions modifié, nous, quelques mots. Pour moi, ça n'était pas clair.

Je considère, quant à moi, que c'est en dehors, en fait, de la liquidation des divergences, dans la mesure où ça n'est pas nouveau qu'on parle de «projets d'intérêt général» et de «projets d'utilité publique», mais le Conseil national a simplement ajouté les activités culturelles, celles-ci étant comprises dans l'intérêt général et l'utilité publique. Donc, à mon sens, indépendamment de la faiblesse quant à la procédure entre les deux Conseils, je ne vois pas très bien par ce raisonnement pourquoi, tout à coup, ceci serait justifié. Cela me paraît être un combat d'arrière-garde dans le but de baisser le niveau des redevances dues à la Confédération et cela me paraît être d'autant plus inutile que ce matin, nous nous sommes bien rendu compte que les recettes que nous attendons

de cette loi sur les maisons de jeu sont importantes, notamment pour le secteur de l'AVS.

J'aimerais enfin parler de l'article 2, lettres a, b, c, d et e, qui donne le sens général de la loi. La lettre d dit clairement qu'il s'agit de « promouvoir le tourisme » et la lettre e de « procurer des recettes à la Confédération ». On a donc, dans la rédaction actuelle, un article 42 qui respecte parfaitement ces deux buts généraux. Adopter la proposition Brändli serait diminuer les possibilités de rendre le tourisme attractif et diminuer également les possibilités pour la Confédération d'obtenir des recettes justifiées sur ce domaine d'activités. Nous n'en avons pas parlé en commission et pour cause, ça n'était pas une divergence.

Je vous propose en tout cas, par rapport à l'esprit des délibérations qui nous a animés, de ne pas créer cette divergence supplémentaire avec le Conseil national et de diminuer, par là même, des sources de revenus de la Confédération qui, au Conseil national, ont obtenu une large adhésion.

Brunner Christiane (S, GE): Non pas sur le fond mais formellement, il m'apparaît qu'à l'article 42 alinéa 3, il n'y a effectivement pas de divergence et qu'on ne peut pas, en ce sens-là, entrer en matière sur la proposition Brändli. Le fait qu'à l'alinéa 1er le Conseil national ait rajouté « en vue d'encourager des activités culturelles » n'est pas un fait déterminant qui peut entraîner l'interprétation de l'existence d'une divergence à l'alinéa 3. M. Brändli aurait pu, avec la même argumentation, dire déjà lors de notre dernière délibération que les maisons de jeu avec des petits chiffres d'affaires n'avaient pas de moyens suffisants pour investir dans des projets d'intérêt général ou d'utilité publique. Par conséquent, de mon point de vue, il n'y a pas de divergence à l'alinéa 3.

Präsident: In der Tat ist die Zulässigkeit des Antrages nicht über alle Zweifel erhaben. Wenn nicht ein formeller Antrag gestellt wird, gehe ich davon aus, dass wir uns hier grosszügig verhalten wollen. Wenn aber beantragt wird, diesen Antrag nicht zuzulassen, würde ich darüber abstimmen lassen. Ich gehe davon aus, dass Sie, Frau Brunner, keinen formellen Antrag gestellt haben, sondern uns eine Meinungsäusserung mitgeteilt haben.

Brändli Christoffel (V, GR): Ich möchte Ihnen dafür danken, dass man diesen Antrag zulässt. Ich möchte jetzt doch noch etwas erwidern, damit dieser Antrag nicht durch diese Rechtsdiskussionen irgendwie abgewertet wird. Herr Aeby sagte, er habe den Antrag «pas bien compris», deshalb muss ich nochmals nachhaken, damit er versteht, worum es geht.

Ich nehme als Beispiel den Kursaalbetrieb in Arosa. Da wird jetzt im Dezember ein «Humorfestival» durchgeführt. Solche Anlässe – ein Kinobetrieb, eine Jugenddisco – sind defizitär und werden teilweise als kulturelle Tätigkeiten aus dem Kursaalbetrieb mitfinanziert. Das wird bei einer Belastung von 30 oder 40 Prozent kaum mehr möglich sein. Das heisst, man muss für diese Finanzierungen andere Träger finden. Die Casinobetriebe kommen in Schwierigkeiten, weil sie keine kulturellen Tätigkeiten mehr bezahlen und damit nicht überleben können.

Der Kursaalbetrieb in Bern erzielt dagegen einen Umsatz von 25 Millionen Franken. Da kann man jederzeit einige hunderttausend Franken für kulturelle Tätigkeiten abzweigen, und dann hat man die Möglichkeit der Reduktion um einen Viertel. Wir laufen Gefahr, dass wir bei den kleinen Kursaalbetrieben an der Peripherie – in wichtigen touristischen Orten, die kleine Umsätze machen, weil es Saisonbetriebe sind – den Abzug nicht geltend machen können. Umgekehrt wird dieser Abzug in den Zentren sowieso geltend gemacht werden können.

Ich möchte hier nicht etwas Gewaltiges, ich möchte nur, dass man diese Kumulation von 25 und 33,33 Prozent zulässt und dem Bundesrat die Kompetenz gibt, bei jenen Betrieben, wo dies nötig ist, auf 58,33 Prozent Reduktion zu gehen. Es gibt keinen Rechtsanspruch auf diese Reduktion, ich möchte nur die Beschränkung auf 50 Prozent aufheben. Das wäre ein

kleines Entgegenkommen an die peripheren Gebiete und an die kleinen Kursaalbetriebe.

Ich danke Ihnen nochmals, wenn Sie mich unterstützen, und ich danke Herrn Aeby, wenn er das jetzt auch so versteht, wie ich es gesagt habe, und demnach meinem Antrag zustimmen kann.

Danioth Hans (C, UR): Bei allem Verständnis für die sehr effiziente Interessenwahrung durch Herrn Kollege Brändli: Je länger er versucht, uns das schmackhaft zu machen, desto mehr habe ich Bedenken. Ich teile die Bedenken unseres Ratspräsidenten, dass hier tatsächlich keine echte Differenz mehr besteht. In Absatz 3 heisst es ja: «Bei Kumulation der beiden Reduktionsgründe kann er (der Bundesrat) den Steuersatz höchstens um die Hälfte reduzieren.» Die beiden Reduktionsgründe sind in Absatz 1 umschrieben, nämlich öffentliche Interessen oder gemeinnützige Zwecke. Diese Zwecke wurden nicht erweitert, sondern es heisst nun einfach in der Fassung des Nationalrates «öffentliche Interessen der Region».

Ihre Bedenken, Herr Kollege Brändli, die touristischen Regionen würden geschmäler, wenn die Fassung des Nationalrates durchkommt, teile ich nicht. Sie wollen die Kumulation der Abzüge ermöglichen. Da besteht keine Differenz mehr. Ihr Bedenken, dass die Regionen damit zu kurz kämen, ist unbegründet. Daher hätten Sie eigentlich keine Veranlassung, deswegen einen Antrag zu stellen. Ihre Absicht ist natürlich, Absatz 3 zu streichen. Dieser ist aber nicht mehr streitig; es besteht keine Differenz mehr.

Ich beantrage Ablehnung des Antrages Brändli.

Koller Arnold, Bundesrat: Neben dieser berechtigten Frage, ob hier überhaupt noch eine Differenz vorliege, möchte ich Ihnen vor allem zu bedenken geben, was ich einleitend gesagt habe: Für den Bundesrat ist entscheidend, dass wir dieses Gesetz jetzt, in der Dezembersession, verabschieden. Wenn wir nun noch einmal eine neue Differenz schaffen, dann wird das wieder grosse Diskussionen im anderen Rat geben, das ist vorhersehbar. Damit ist das Ziel, dieses Gesetz zu verabschieden, wahrscheinlich in weite Ferne gerückt.

Im übrigen bin ich aber auch aus sachlichen Überlegungen gegen diesen Antrag. Die Sätze, die wir hier vorsehen und die Sie beschlossen haben, bedeuten, dass bei der Maximalreduktion von 50 Prozent der Endsteuersatz in den ersten vier Jahren bis auf 10 Prozent erniedrigt werden kann, bis auf 10 Prozent! Nach vier Jahren sind es noch 20 Prozent. Auch nach den vier Jahren, wenn diese Anfangsreduktion nicht mehr gewährt werden kann, ist der minimale Steuersatz auf dem Spielertrag 20 Prozent. Das scheint doch wirklich vertretbar zu sein.

Im übrigen, Herr Brändli, wird es eine Flut von Gesuchen geben. Wir haben natürlich auch spielbankenpolitisch kein Interesse daran, dass von überall her Gesuche eingereicht werden, Gesuche für Projekte, bei denen wir dann nicht sicher sind, ob sie rentieren. Denn eine der grössten Gefahren im Spielbankenbereich sind schlecht rentierende Spielbanken, das zeigt die internationale Erfahrung ganz klar. Deshalb möchte ich Sie bitten, es beim Beschluss beider Räte zu belassen.

*Abs. 1 – Al. 1
Angenommen – Adopté*

Abs. 3 – Al. 3

*Abstimmung – Vote
Für den Antrag Brändli 10 Stimmen
Dagegen 25 Stimmen*

Art. 49
*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil national*



Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 49, il s'agit simplement de rajouter «et de la Confédération». Ce complément opéré par le Conseil national est justifié et la commission vous propose de l'adopter.

Angenommen – Adopté

Art. 53 Abs. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 53 al. 2, 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 53 alinéa 2, nous nous rallions, en tant que commission, à l'idée que c'est le département qui fixe chaque année le montant des émoluments, et non pas la commission elle-même. Cela nous paraît être un mode de faire plus transparent et le Conseil national a opéré ici une modification justifiée.

A l'alinéa 3, il s'agit simplement d'une adaptation rédactionnelle à la décision prise à l'alinéa 2 de parler de «département». Il faut simplement répéter que c'est la commission qui perçoit.

Angenommen – Adopté

Art. 54

Antrag der Kommission

Abs. 1

Festhalten

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 54

Proposition de la commission

Al. 1

Maintenir

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Le Conseil national a souhaité que les décisions de la commission puissent faire l'objet d'un recours de droit administratif auprès du Tribunal fédéral. Pour notre part, nous nous étions ralliés au projet du Conseil fédéral qui prévoyait un recours auprès de la commission de recours compétente en matière de maisons de jeu contre les décisions de la commission, c'est-à-dire, comme en matière fiscale, la possibilité en quelque sorte d'une procédure de réclamation, et non pas directement une procédure qui saisit le Tribunal fédéral. Pour des raisons évidentes concernant les réformes de l'organisation de la justice qui sont en cours, nous maintenons cette compétence d'une commission de recours ad hoc et non pas du Tribunal fédéral, étant entendu que ce dernier peut toujours se prononcer ultérieurement en cas de recours contre cette commission de recours.

A l'alinéa 2, nous créons une divergence en biffant le texte du Conseil national et du Conseil fédéral, car il s'agit ici d'une précision inutile. C'est la loi fédérale sur l'organisation judiciaire qui règle ici la procédure et les compétences en matière de recours.

Zimmerli Ulrich (V, BE): Ich ergreife das Wort nicht, um dem Berichterstatter zu widersprechen, sondern um ihn nachdrücklich zu unterstützen. Rechtsschutzbestimmungen sollten systemkonform und zukunftsicher sein. Was uns der Nationalrat vorschlägt, ist weder das eine noch das andere. Warum nicht systemkonform? Es ist heute anerkannt, dass Verfügungen zunächst bei einer Rekurskommission und dann erst in zweiter Instanz beim Bundesgericht angefochten werden sollten, weil wir ja das Bundesgericht entlasten und nicht zusätzlich belasten wollen und weil das Bundesgericht in der Regel gestützt auf Artikel 105 Absatz 2 des Bundesrechtspflegegesetzes den Sach-

verhalt nur noch auf offensichtliche Mängel hin überprüfen soll. Wenn Sie nun hingehen und diese «Rekurskommission» aus dem Gesetzestext streichen, wird das Bundesgericht in systemwidriger Weise als erste Beschwerdeinstanz eingesetzt. Das ist weder systemkonform noch zukunftsicher, denn zukunftsicher ist gerade die andere Variante. Natürlich besteht die Möglichkeit, nur eine einzige Instanz einzusetzen, aber dann müsste das die Rekurskommission sein und nicht das Bundesgericht. Wenn wir keine weiteren Präzisierungen anbringen als diejenigen, die unsere Kommission vorschlägt, dann steht der Rechtsweg ans Bundesgericht selbstverständlich offen, aber ans Bundesgericht als zweite Instanz, so, wie wir es in der Bundesrechtspflege generell wollen.

Ich bin auch froh, dass Absatz 2 gestrichen werden soll. Wenn schon, dann hätte man auf die Anwendbarkeit aller Bestimmungen über die Bundesrechtspflege hinweisen müssen. Das wären das Bundesgesetz über das Verwaltungsverfahren und das Bundesrechtspflegegesetz gewesen, aber das ist vollständig überflüssig. Ich wüsste nicht, welche anderen Gesetze denn anwendbar sein sollten.

Ich bin also froh über den Antrag der Kommission und bitte Sie, der Kommission zu folgen.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich bin Ihnen wirklich sehr dankbar, wenn Sie bei Absatz 1 festhalten und ein zweistufiges Beschwerdeverfahren vorsehen, denn was der Nationalrat hier beschlossen hat, widerspricht allen unseren Bemühungen im Rahmen der Justizreform. Im Rahmen der Justizreform wollen wir ja das Bundesgericht entlasten, wir wollen durchwegs richterliche Vorinstanzen – hier eben Rekurskommissionen – einsetzen. Das bringt vor allem eine wesentliche Entlastung, weil dann die Tatfrage, die Sachverhaltsermittlung, abschliessend durch die Rekurskommission beurteilt wird.

Ich hoffe sehr, dass der Nationalrat Ihrem Entscheid zustimmen wird.

Angenommen – Adopté

Art. 60 Ziff. 2

Antrag der Kommission

Art. 103 Abs. 1

.... der Versicherung; dazu kommt der Ertrag aus der Spielbankenabgabe.

Art. 104 Abs. 1; 111

Streichen

Art. 60 ch. 2

Proposition de la commission

Art. 103 al. 1

.... ces dépenses. S'y ajoute le produit de la redevance sur les maisons de jeu.

Art. 104 al. 1; 111

Biffer

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Nous avons ajouté à l'article 103 la phrase dont nous avons discuté avant, et nous avons supprimé les ajouts aux articles 104 et 111 de la loi sur l'AVS. Cette décision a été prise, selon moi, en biffant l'alinéa 3 de l'article 2.

Angenommen – Adopté

Art. 60 Ziff. 6

Antrag der Kommission

Art. 515bis Abs. 2

Festhalten

Art. 60 ch. 6

Proposition de la commission

Art. 515bis al. 2

Maintenir

Angenommen – Adopté

Art. 60 Ziff. 7*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 60 ch. 7*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Hess Hans (R, OW): Ich möchte von Herrn Bundesrat Koller gerne wissen, wie der Bundesrat das weitere Vorgehen sieht für:

- die bestehenden Kursäle, die zwar über eine rechtskräftige Boulespiel-Bewilligung verfügen, aber wegen der Verordnung des Bundesrates vom 22. April 1998 die Geldspielautomaten nicht einrichten dürfen;
- die bewilligten Kursäle, die über eine Boulespiel-Bewilligung ihres Kantons verfügen, aber hierfür vom Bundesrat wegen des Moratoriums bislang keine Genehmigung erhalten haben.

Ich möchte insbesondere auch wissen, in welchem Zeitrahmen Gesuche, die von Seiten der Interessenten – wie beispielsweise Sarnen – eingereicht werden, behandelt werden und ob solche Gesuche prioritär behandelt werden sollen.

Maissen Theo (C, GR): Wir wissen, dass in bezug auf den Zeitablauf beim Spielbankengesetz in verschiedenen Bereichen eine verfahrene Situation besteht. Ich bin mir bewusst, dass es im Ablauf auch Ungerechtigkeiten gegeben hat. Dies hängt damit zusammen, dass sich die einen Kantone an das Moratorium gehalten haben, während sich andere nicht daran gehalten haben. Es gibt auch Kantone, die zuerst zugewartet haben und dann aktiv geworden sind, nachdem sie gesehen haben, dass sich andere Kantone nicht an das Moratorium gehalten haben.

Wir befinden uns hier in einem Bereich, wo vor allem für Tourismusgebiete grosse Probleme dadurch entstehen, dass Arbeitsplätze anderweitig abgebaut werden, auch durch bundeseigene Betriebe. Der Tourismus und damit die Spielbanken sind eine der wenigen Möglichkeiten, die in diesen Gebieten vorhanden sind, und diese Möglichkeiten sollten ausgeschöpft werden können.

Mich würde konkret schon noch interessieren, wie der Bundesrat den Ablauf sieht. Wir wissen, dass im Moment aus der Sicht des Bundesrates nichts anderes zu machen ist als das, was gemacht worden ist – wegen weiteren Ungerechtigkeiten. Wir müssen aber berücksichtigen, dass es in diesem Land Unternehmen gibt, die im Vertrauen darauf, dass das Ganze einigermaßen zügig vor sich geht, bereits investiert haben. Sie haben entsprechende kantonale Bewilligungen und fallen dennoch unter die neue Verordnung vom 22. April dieses Jahres.

Meine erste Frage ist folgende: Ist es tatsächlich ausgeschlossen, dass es Härtefälle geben wird und Betriebe in grösste Schwierigkeiten geraten? Ich möchte an und für sich fordern, dass man vorweg solche Härtefälle behandelt.

Meine zweite Frage lautet: Ist es denkbar, dass Unternehmen, welche die Bedingungen erfüllen – wenn alles abläuft, wie es gesagt worden ist, mit dem Einsetzen der Spielbankenkommission, mit der Erarbeitung der Verordnung, mit Inkraftsetzen auf den 1. Januar 2000 –, auf den 1. Januar 2000 den Betrieb aufnehmen können? Wäre der Bundesrat dazu bereit? Ich denke da vor allem an Unternehmen, die bereits hohe Investitionen getätigt und Mietzinse zu bezahlen haben.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich habe Ihnen einleitend klargestellt, dass wir aus der Sicht des Bundesrates dann am besten handeln, wenn es gelingt, dieses Gesetz in dieser Session zu verabschieden. Ich bin daher auch dankbar, dass man hier nicht eine Wiederaufnahme der Übergangsbestimmungen verlangt oder beantragt, weil ich davon überzeugt bin, dass wir neue Ungerechtigkeiten schaffen würden, sobald wir wieder Ausnahmen gewähren würden – wie dies zum Teil im Nationalrat beantragt wurde.

Ich erhalte ständig Briefe, in denen es heißt, dass jene Orte, welche sich bundestreu verhalten haben, jetzt bestraft werden, weil sie keinerlei Gelegenheit haben, sich an diesem offenbar wirtschaftlich interessanten Kuchen zu beteiligen.

Ich habe Ihnen auch dargelegt, welches die Intentionen des Bundesrates sind: Wenn es uns gelingt, dieses Gesetz in der Dezembersession zu verabschieden, wird die Referendumsfrist laufen. Das wird uns nicht daran hindern, bereits mit der Erarbeitung der Ausführungsvorschriften in den notwendigen Verordnungen zu beginnen. Nach Ablauf der Referendumsfrist oder nach erfolgreichem Abstimmungskampf wird der Bundesrat sicher auch die Spielbankenkommission wählen, die sich als erstes einen Gesamtüberblick über die ganze Casinolandschaft Schweiz verschaffen muss. Wir haben auch die Möglichkeit, für diese erste Runde von Konzessionierungsverfahren in den Ausführungsverordnungen entsprechende Normen zu erlassen.

Weil die 24 vorbestehenden Kursäle mit dem Inkrafttreten des Spielbankengesetzes kraft Gesetz in den Genuss einer provisorischen B-Konzession kommen werden, wird dort vorerst kein unmittelbarer, grosser Handlungsbedarf bestehen. Es sei denn, solche vorbestehende Kursäle reichten von Anfang an ein Gesuch für ein A-Casino, für ein Grand Casino, ein. Deshalb ist es die Intention des Bundesrates, hier durch geeignete Verfahrensvorschriften dafür zu sorgen, dass rechtzeitig eingereichte Gesuche von jenen Unternehmen, die jetzt bereits investiert haben, sicher prioritär behandelt werden können. Einen Rechtsanspruch auf eine Konzession gibt es allerdings nicht.

Ich muss nochmals betonen, dass diese Investitionen entgegen dem klaren Moratorium des Bundesrates getätigt worden sind. Ich habe die Kantone seit dem Jahre 1996 mehrmals ganz klar gewarnt, und wir haben immer darauf aufmerksam gemacht, dass Investitionen auf eigenes Risiko und auf eigene Gefahr hin getätigt werden. Das ist wohl auch der Grund dafür, weshalb wir jetzt vor Bundesgericht den ersten Prozess gewonnen haben.

Wir werden alles unternehmen – wenn Sie das Gesetz in dieser Session verabschieden –, um ein möglichst rasches Inkrafttreten zu gewährleisten und eine möglichst speditive Behandlung sicherzustellen, vor allem auch von Gesuchen für Casinos, für die bereits Investitionen getätigt worden sind.

An den Nationalrat – Au Conseil national

98.057

**Verfassung des Kantons Tessin.
Gewährleistung**

**Constitution du canton du Tessin.
Garantie**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. September 1998
(BBI 1998 5494)
Message et projet d'arrêté du 16 septembre 1998
(FF 1998 4818)

Spoerry Vreni (R, ZH), Berichterstatterin: Der Kanton Tessin hat sich eine neue, totalrevidierte Verfassung gegeben. Diese ersetzt die älteste noch bestehende Kantonsverfassung unseres Landes. Die alte Verfassung des Kantons Tessin war die letzte Regenerationsverfassung der Schweiz. Sie datiert aus dem Jahr 1830 – also noch aus der Zeit vor der Gründung des Bundesstaates.

Bei der neuen Verfassung des Kantons Tessin, die im letzten Jahr von den Stimmberchtigten angenommen wurde, handelt es sich um ein schönes Beispiel moderner Verfassungsgabe, das alle wichtigen Grundprinzipien enthält. Die Verfassung gibt die Staatsziele vor, garantiert die Grund- und

Spielbankengesetz

Loi sur les maisons de jeu

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1998
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	97.018
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.12.1998 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1163-1172
Page	
Pagina	
Ref. No	20 045 261